

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 32 F - 320 FB - 4.800 Lires - 20 FS - 200 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 250 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 4.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS

le prolétaire
bimensuel
parti communiste international (programme communiste)

**POUR L'UNITE
DES EXPLOITES DU MAGHREB !**

S O M M A I R E

- Introduction 3
- Ronde de chacals autour de la proie sahraouie
("Le Prolétaire" n° 209, 13 décembre 1975) 7
- Pour l'unité des exploités du Maghreb !
1 - La thèse mensongère de l'unité nationale
marocaine
("Le Prolétaire" n° 212, 24 janvier 1976) 10
- Pour l'unité des exploités du Maghreb !
2 - Le mensonge éhonté de la défense de la
révolution algérienne
("Le Prolétaire" n° 213, 7 février 1976) 13
- Tract diffusé par nos militants 15

le prolétaire

Abonnement annuel : 30 F
Pli fermé : 34 F
Editions Programme
20 rue Jean Bouton - Paris 12° -

supplément au n° 220 du "Prolétaire" - Imprimerie spéciale -
Directeur-gérant : F. Gambini.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

INTRODUCTION

Nous reproduisons dans cette courte brochure les articles parus dans notre organe en langue française *Le Proletaire* entre décembre 1975 et février 1976, ainsi qu'un tract distribué par la suite aux ouvriers marocains et algériens de l'émigration en France.

La mobilisation guerrière a, des deux côtés de la frontière algéro-marocaine, des motifs de pillage et de conservation sociale, et c'est pourquoi le *défaitisme des deux côtés* est une exigence de la lutte révolutionnaire. Ce fait confère à la question du Sahara une portée internationale, et doit en faire l'occasion d'une préparation du parti et de l'avant-garde révolutionnaire aux conflits plus graves encore qui ne manqueront pas d'éclater demain.

o o o

Dans la mesure où cette publication s'adresse plus particulièrement à un public algérien, il nous paraît utile de revenir plus en détail sur certains points qui le concernent.

Dans cette affaire, le régime de Boumedienne tente d'utiliser à son profit l'indignation et la haine suscitées par le crime annexionniste perpétré par le Maroc et la Mauritanie avec la bénédiction de Madrid, de Paris et de Washington. Il tente aussi de faire rejaillir sur lui le prestige et la bravoure du peuple sahraoui qui lutte aujourd'hui contre les exactions mauritano-marocaines avec la même opiniâtreté qu'hier contre les colonialismes espagnol et français.

La parade à ce danger réside dans la dénonciation des mobiles du régime de Boumedienne : ce dernier ignorait l'oppression qui frappait les sahraouis tant qu'il pensait s'entendre avec Franco et Hassan, et il ne fait aucun doute qu'il laissera tomber le POLISARIO avec bien plus de facilité et de hâte qu'il n'en a mis à le reconnaître à la moindre miette promise et à la moindre garantie de reconnaissance des droits

de la bourgeoisie algérienne sur Tindouf.

Enfin, les partis qui ont tu ou atténué leurs critiques au régime de Boumedienne sous prétexte d'une "guerre juste" et sans voir ses aspects de mobilisation chauvine et réactionnaire se lient les mains et seront incapables demain de mener une lutte conséquente contre ce régime, que ce soit pour la défense immédiate des ouvriers et des paysans pauvres, ou, *a fortiori*, pour une véritable réforme agraire et pour les droits politiques élémentaires.

o o o

Tous les points qui précèdent ont été abordés dans les articles que nous reproduisons. Nous voulons insister dans cette introduction sur les caractères de la solidarité prolétarienne avec la lutte des populations sahraouies.

Le prolétariat ne peut concevoir cette solidarité de la même manière que la bourgeoisie. D'un point de vue général, même si l'on fait abstraction des côtés les plus sordides des motivations qui poussent le régime algérien, il est absolument faux que la bourgeoisie fasse un principe, comme elle le prétend, de la solidarité avec les peuples opprimés, pour la bonne raison que, chez elle, elle opprime quotidiennement non seulement des millions de prolétaires, de semi-prolétaires et de paysans pauvres, mais aussi des minorités nationales ou ethniques. En réalité, elle subordonne sa "solidarité" à ses intérêts nationaux.

Le prolétariat est guidé par d'autres mobiles. Il est assurément la seule classe susceptible d'apporter une aide vraiment désintéressée, parce qu'il n'est animé par aucun souci de rapine et que son but est de mettre toutes les richesses naturelles au service de l'humanité, et aussi parce qu'il est la seule classe qui ait intérêt à lutter résolument contre toute forme d'oppression nationale ou raciale sous peine de voir les chaînes qui l'entravent devenir plus lourdes encore.

Pour ce qui concerne le Sahara occidental, à supposer que les classes dominantes maghrébines puissent s'entendre sur le partage des richesses de Bou Craa ou de la région de Tindouf, ce ne peut être que sur le dos des populations locales. Seule l'UNION DES PROLETAIRES ET DES EXPLOITES DU MAGHREB peut contrer et déjouer les manoeuvres des classes exploiteuses, desserrer l'étouffement de l'oppression de l'un ou l'autre Etat; seule elle peut permettre la libre détermination des populations sahraouies et leur donner la possibilité de choisir librement de s'unir à un Etat ou à l'autre, possibilité qui doit s'accompagner, pour éviter toute hypocrisie, du droit de rester indépendantes de ces Etats. Voilà comment se pose la question pour le prolétariat maghrébin, et ceci sans parler du fait que le développement économique et social moderne n'intègre encore les populations sahraouies à

aucune "communauté nationale" de la région, et n'en fait pas une "entité nationale" propre, en dépit des diverses théories prostituées aux intérêts des puissances qui saccagent la région.

C'est une des raisons pour lesquelles ce qui doit guider les communistes dans la question épineuse du conflit du Sahara, c'est essentiellement l'affirmation de l'union des prolétaires et des exploités du Maghreb - ce qui ne fait pas disparaître l'exigence de la solidarité avec la lutte des populations sahraouies, mais en établit les conditions d'efficacité.

o o o

Sans la dénonciation la plus nette et la plus tranchante de la fausse solidarité du régime d'Alger, il est d'abord impossible d'aider à l'union fraternelle avec les prolétaires marocains. La catastrophe qui s'est abattue sur eux est de taille car toutes les grandes organisations officielles qui se réclament du prolétariat marocain ont participé aux appels à la guerre d'annexion et à l'excitation chauvine. Le prolétariat algérien ne doit pas y trouver un motif de résignation: il doit au contraire puiser dans sa tradition de lutte révolutionnaire la force de montrer l'exemple et d'aider ses frères marocains à combattre les mensonges de "leurs" classes dominantes et de la monarchie, et il doit pour cela se désolidariser clairement des mensonges de "ses" exploités et de "son" Etat.

Toute autre attitude rendrait également impossible la confiance des combattants sahraouis envers les prolétaires et les paysans pauvres d'Algérie: s'ils sont aujourd'hui contraints de s'appuyer sur le régime d'Alger, il ne faudrait pas qu'ils englobent le prolétariat algérien dans leur ressentiment le jour où, inévitablement, le "soutien" d'Alger révélera sa véritable nature.

Les gens pressés d'obtenir des résultats immédiats, qui croient possible de brûler les étapes sans dénaturer le but à atteindre, s'écrieront: "Mais il y a un génocide au Sahara, et si l'union des exploités dont vous parlez n'est pas pour aujourd'hui, ne convient-il pas en attendant d'aider - ou du moins de ne pas contrecarrer - la politique de l'Algérie officielle, même avec tous ses défauts et ses arrière-pensées peu avouables?"

Disons-le tout net: d'abord, il ne peut être dans l'intérêt du prolétariat et des masses exploitées, à supposer que la bourgeoisie algérienne soit vraiment décidée à une guerre pour faire valoir ses intérêts nationaux, de faire semblant de protéger quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes au prix de l'entrée en guerre de plus de trente millions d'autres; et nous disons "faire semblant" car la guerre menée par les classes dominantes ne saurait avoir d'autre but

que de décider qui de Rabat ou d'Alger pourrait opprimer les populations sahraouies et s'approprier leurs richesses.

1 Ensuite, il n'est aucunement de l'intérêt du prolétariat et des paysans pauvres de favoriser une guerre qui n'a d'autre but que de revaloriser un régime qu'ils doivent combattre ; c'est pourquoi seul pourrait profiter d'un éventuel revers militaire le parti qui aurait montré la plus grande opposition à la guerre et n'aurait donc aucune responsabilité dans ses conséquences.

Enfin, nous mettons en doute la volonté du régime de Boumedienne de faire autre chose qu'un peu de cinéma aux frontières - ce qui n'a pas été démenti par la deuxième bataille d'Amgala -, afin de faire pression sur le Maroc et ses protecteurs, ainsi que pour des raisons de "politique intérieure".

Un autre point mérite une remarque, et ne peut être développé ici dans le cadre de cette introduction : en ce qui concerne la solidarité avec les populations sahraouies, le noeud de la question n'est pas tant dans l'affirmation du soutien au mouvement qui dirige sa lutte, le POLISARIO, que dans le combat décidé mené contre les classes dominantes maghrébines et l'impérialisme, sans lequel le soutien à la lutte des sahraouis ne resterait que verbal (*). Ceci dit, la question du soutien à un parti donné ne signifie nullement adhésion à son programme et ne peut se poser que concrètement, sur le terrain pratique de la lutte contre l'opresseur, c'est-à-dire qu'il suppose des conditions qui font hélas défaut aujourd'hui.

o o o

Pour conclure, le prolétariat doit constituer ce qui lui manque le plus, une force autonome. Et ceci est impossible sans un combat résolu contre la politique algérienne, sans un effort pour tisser des liens avec les prolétaires marocains et pour favoriser la lutte de ceux qui s'opposent à la guerre menée par leur Etat. Ce n'est que dans la mesure où naîtront une force et des organisations indépendantes que pourra se poser la question d'une solidarité matérielle avec les combattants sahraouis, mais alors une solidarité réelle et non fictive. Si nous ne pouvons aujourd'hui la mettre en pratique, préparons-en au moins les conditions pour demain.

Mai 1976

(*) Voir à ce sujet l'article publié dans *Le Proletaire* n° 208, "Sur le soutien aux luttes anti-impérialistes".

Ronde de chacals autour de la proie sahraouie

Le Sahara occidental : un désert grand comme la moitié de la France — 285.000 km² — à peu près vide avec sa vingtaine de tribus, environ 70.000 personnes (d'après le recensement espagnol de 1974, mais de 250.000 à 700.000 d'après le Front Polisario), dont la plupart, nomades, échappe aux estimations car son nomadisme n'est pas circonscrit par les frontières artificiellement tracées par l'impérialisme. Mais un désert riche d'énormes gisements de phosphates évalués à 10 milliards de tonnes, exploités depuis 1962 à ciel ouvert à Bou Craa par une société à capitaux espagnols, français, américains et allemands, de gisements de fer, de cuivre, d'uranium, de gaz naturel. Au large de sa côte atlantique d'environ 1.000 kilomètres, un des plus riches réservoir de poissons du monde, et une importante nappe pétrolifère sous-marine pour laquelle les grandes compagnies occidentales (Union Carbide Petroleum, Standard Oil, Gulf Oil, etc.) cherchent à passer des accords avec l'Etat espagnol. Sans compter l'intérêt stratégique de cette zone, proche des îles « porte-avions » des Canaries, base américaine au travers de l'Espagne. Bref, une belle proie sans défense, et son pillage est l'enjeu d'une lutte acharnée entre les Etats voisins derrière lesquels s'agitent les impérialismes occidentaux.

Quelles sont en effet les forces en présence ? L'impérialisme français a la part du lion au Maghreb et au Sahel. Il a intérêt à la stabilité sociale dans cette aire, et en particulier au Maroc, point chaud du fait de son arriération économique et sociale. Il a donc soutenu la rapacité de l'Etat marocain qui avait le double avantage, sous couleur de juste croisade pour le « Sahara spolié », de rassembler derrière Hassan II son opposition, et de donner à la France une part de choix dans la rapine par l'intermédiaire du Maroc.

Le Maroc, qui revendique officiellement le Sahara espagnol depuis 1956, a toujours essayé d'éliminer ses voisins du partage du gâteau. Il a d'abord essayé de couper l'Algérie du Sahara espagnol, cherchant à supprimer leur frontière commune en revendiquant Tindouf en octobre 1963. Ce fut un échec, et dans un deuxième temps il chercha un accord sur le partage avec l'Algérie et la Mauritanie. Mais sous les affirmations hypocrites — répétées dans leurs ren-

contres de 1970 à 1973 — de leur attachement aux principes de l'ONU — autodétermination de la population sahraouie, organisation d'un référendum sous les auspices de l'ONU — les trois Etats cherchaient chacun à tirer à soi la couverture. Dès que l'Espagne, en 1974, s'engagea plus nettement sur la voie de l'indépendance « dans sa mouvance », le Maroc mit les points sur les « i » : « si le principe de l'indépendance est posé, le Maroc refusera catégoriquement le référendum » (discours du 20 août — *Le Monde*, 27-11-75). Pour le Maroc — « premier exportateur mondial de phosphates » qui, par l'annexion du Sahara espagnol, pourrait devenir aussi « premier producteur (il occupe actuellement la 3^e place, après les USA et l'URSS), ce qui lui permettrait [et à travers lui à la France. Ndr] d'en fixer les prix à sa guise » (*Le Monde*, 28-11) — la seule alternative que le référendum devait poser était : maintien de la colonisation espagnole ou rattachement au Maroc, prétextant les « droits his-

toriques» du Maroc sur cette terre. De plus, une mobilisation nationale sur ce thème permettrait l'« union sacrée » avec l'opposition alors que la monarchie rencontrait des difficultés, en particulier des rebellions dans l'armée.

En coulisses, l'impérialisme joue la carte du Maroc : Paris « accélère ses fournitures d'armes au Maroc » (Boumediène dans *L'Humanité*, 21-11), s'appuie sur l'expansionnisme du « grand Maroc » (le Maroc revendique le Sahara et la Mauritanie, et à l'est In-Salah, Tombouctou, Tindouf et Béchar) en lui faisant marquer un point dans la « zone de sécurité » de l'Algérie ; voilà ce qu'il en coûte à l'Algérie pour avoir refusé de se plier aux volontés de l'impérialisme en matière de pétrole ; voilà surtout comment l'impérialisme divise au Maghreb comme ailleurs pour régner.

C'est pourquoi l'Etat algérien, intéressé à limiter les prétentions territoriales du Maroc et défendant sa seule voie d'accès à l'Atlantique, a misé sur le Front Polisario (mouvement de lutte armée pour l'indépendance et la République Arabe Saharouie, constitué après la très dure répression des autonomistes du Front de Libération du Sahara sous les balles espagnoles en 1970), qu'il soutient matériellement depuis 1975 sous prétexte de fidélité à la lutte menée par le FLN, et proclame son attachement au « principe cardinal de l'ONU que représente le droit à l'autodétermination », tout en précisant que « l'Algérie ne saurait entériner quelque solution que ce soit à l'élaboration et à la mise en œuvre de laquelle elle ne serait pas associée au titre de partie concernée et intéressée » (*Le Monde*, 16-17/11/1975).

Le Maroc étant soutenu par l'impérialisme français, il ne restait plus à l'impérialisme espagnol qu'à s'entendre avec le Maroc s'il voulait préserver ses intérêts ; c'est sans doute ce qu'a voulu lui faire comprendre l'accord signé isolé-

ment par le Maroc et la Mauritanie en été 1974, alors que l'Espagne continuait à affirmer qu'elle n'accepterait qu'un accord entériné par l'ONU et qu'elle tendait à tenir compte de la position de l'Algérie, qui est son « meilleur client africain ».

Mais finalement, on est arrivé à s'entendre : « le Maroc a proposé à l'Espagne l'indemnisation de ses investissements dans les gisements de phosphates — estimés à 400 millions de dollars — et l'exploitation commune des gisements de Fos-Bou-Craa, l'Espagne conservant 60 % des parts et des droits, des droits « d'installation de bases militaires », et une « offre de participation au blocus de Gibraltar » (*Le Monde* 15-11, *le Figaro* 14 et 15-11) ; la flotte espagnole aurait des droits de pêche réservés dans les eaux du littoral saharien ; les colons espagnols du Sahara seraient indemnisés. Moyennant quoi l'Espagne se retirera définitivement le 28 février, laissant le Sahara partagé entre le Maroc et la Mauritanie, ayant mis en place dès le 25 novembre une administration mixte.

L'accord Maroc-Espagne-Mauritanie, cristallisant l'axe Paris-Madrid-Rabat-Nouakchott et signé le 14 novembre, était aussitôt ratifié par les Cortès le 18 novembre, tandis que l'ONU observe un silence prudent sur ses grands principes. On peut prévoir dans l'avenir un « anchluss » du Maroc sur le Sahara, tandis que la Mauritanie a déjà créé un « Front pour la libération et le rattachement du Sahara à la Mauritanie » (*Humanité*, 17/11).

Sont-ils donc autre chose que des chacals et des hyènes, ceux qui se disputent la proie saharouie ? Nous ne pouvons que dire aux prolétaires de France, d'Espagne ou des autres hyènes impérialistes qui rôdent autour des richesses de ce petit pays ou en tiennent déjà une part dans leurs griffes : votre premier devoir est de combattre

vos impérialismes ! Ainsi vous couvrerez à l'union des prolétaires d'Europe et d'Afrique ! Nous ne pouvons que dire aux prolétaires du Maroc (et aussi de Mauritanie) : combattez les excitations chauvines et l'hypocrisie d'Hasan II (ou d'Ould Daddah) avec lesquelles ces régimes honnis cherchent à se perpétuer sur votre dos ! Nous ne pouvons que dire aux prolétaires d'Algérie : combattez les fausses prétentions de Boumediène qui cache derrière l'appel à la « guerre juste » de la république contre la monarchie chérifienne ses intérêts de classe et cherche à redorer grâce à lui son blason terni ! Nous ne pouvons que dire aux prolétaires des pays concernés du Maghreb et du Sahel : vous devez lutter contre les prétentions de vos classes dominantes, même si la population saharouie choisit de se lier à un autre Etat que le vôtre ! Ainsi vous acquerrez la sympathie de vos frères des autres pays et vous couvrerez à l'union des prolétaires par-dessus les frontières de vos Etats !

Et si une guerre avait des conséquences révolutionnaires, ne devrions-nous pas la soutenir, du côté marocain ou du côté algérien, pourra-t-on se demander ? C'est un fait que la défaite militaire du Maroc ou de l'Algérie entraînerait avec une forte probabilité une révo-

lution dans le pays « vaincu », révolution dont ne pourrait se protéger le « vainqueur », tant la monarchie marocaine est vermoulue, et tant le régime de Boumediène est essoufflé. Dans ces conditions lequel des deux Etats est disposé réellement à la guerre, à une guerre sérieuse où il y ait justement un vaincu, c'est-à-dire une guerre qui ne soit pas seulement une parade destinée à exercer une pression pour une meilleure négociation en même temps qu'un moyen de rassembler le bon peuple derrière le drapeau du chauvinisme ? Serait-ce alors au prolétariat de pousser à une guerre qui ne peut être qu'une guerre de rapine ? Evidemment non !

Bien plus, si une guerre devait malgré tout éclater et qu'elle soit menée jusqu'à entraîner des conséquences révolutionnaires, le seul parti qui pourrait en tirer profit serait celui qui se serait résolument placé du point de vue de la lutte sans compromis avec les régimes moribonds. Nous ne pouvons par conséquent y voir qu'une raison supplémentaire pour inviter le prolétariat et les paysans pauvres du Maghreb à se souvenir qu'il y a douze ans, des deux côtés, les vrais révolutionnaires refusaient de mourir pour quelques arpents de désert, et pour appeler de tous les côtés au défaitisme révolutionnaire !

Pour l'unité des exploités du Maghreb !

Le départ de l'Espagne du Sahara occidental a rallumé la discorde entre l'Algérie et le Maroc, une discorde due au problème des frontières que l'impérialisme français a habilement laissées dans le vague pour pouvoir ensuite se présenter en arbitre. D'un côté, la monarchie et les appétits bourgeois de Rabat, qui ont entraîné la chute Mauritanie dans l'annexion et le partage sanglant de l'ancienne colonie espagnole, avec l'appui et la bénédiction de Madrid, de Paris et de Washington. De l'autre côté les appétits de la bourgeoisie algérienne et de la clique dirigeante de Boumediène. Tout le monde s'était mis d'accord à Ifrane et jurait que tous les problèmes étaient réglés entre frères. Mais, étant donné l'enjeu, phosphates de Bou Craa ou fer de Gara Djebilet, chacun découvre subitement qu'il a une grande cause à défendre : Hassan déploie le drapeau de l'unité nationale et Boumediène celui du droit à l'autodétermination et de la lutte de la révolution contre la monarchie et l'impérialisme. Sans parler du fait que les deux régimes, dévalorisés et minés par de profondes contradictions internes, avaient besoin de quelque événement extérieur pour ressouder derrière eux une solidarité nationale compromise et trouver un responsable à la misère populaire.

Des deux côtés, la mobilisation guerrière répond à des visées de brigandage et de pillage et à des visées dynastiques et de conservation sociale. Des deux côtés, les vrais révolutionnaires doivent combattre les excitations chauvines et les justifications misérables de leurs classes dirigeantes. Du côté marocain, ils doivent combattre contre le crime annexionniste à El Ayoun et contre toute menace d'incursion à Tindouf ; du côté algérien, ils doivent lutter contre toute intervention au Sahara occidental et même contre une éventuelle guerre pour Tindouf.

C'est du Sakia El Hamra qu'au X^e siècle partent les combattants almoravides qui unifièrent le Maroc et l'Algérie. L'ironie de l'histoire veut qu'aujourd'hui ce soit autour du peuple de cette région qu'on s'entre-déchire pour des intérêts mesquins, que les classes dominantes du Maghreb poussent les prolétaires et les exploités à la haine chauvine et à s'entre-égorger, le tout au nom de l'unité du Maghreb ! Mais elles se gardent bien malgré tout d'aller jusqu'au bout de leurs mots d'ordre, de peur que la défaite militaire de l'un des camps n'entraîne dans le pays vaincu, un incendie révolutionnaire qui ne manquerait pas de s'étendre même au pays vainqueur. Face au jeu criminel des régimes en place, que les révolutionnaires du Maghreb puisent dans la haine des classes dominantes la force pour faire du DEFAITISME dans le différé du Sakia El Hamra, le symbole de l'unité des exploités du Maghreb !

La thèse mensongère de l'unité nationale marocaine

La monarchie marocaine n'a aucun scrupule à user de l'aurole nationale que lui a conférée la résistance à la colonisation française dans l'opération de brigandage qui lui permettra de devenir le premier producteur mondial de phosphates et donc de s'approprier une rente copieuse sur le marché international. Disons en passant que ce prestige est bien immérité si l'on pense que la monarchie aida l'Espagne et la France à écraser le soulèvement d'Abd El Krim et la république du Rif. Malheureusement, toute l'opposition officielle et même des organisations ouvrières comme, en France, l'AMF adhèrent à la thèse chauvine selon laquelle les sahraouis feraient partie intégrante du Maroc. Mais comment des peuples nomades qui ne connaissent aucune frontière pourraient-ils faire partie d'une nation ? Le seul argument que l'on est capable de fournir pour étayer cette théorie inconsistante, c'est que des émirs et des chieufs sahraouis auraient fait allégeance à la couronne alaouite ; mais avec de tels arguments on pourrait aussi justifier le rattachement à Madrid, non seulement de Lisbonne mais même de Naples et de Messine !

Un autre argument servi par la couronne et repris sans aucune critique par l'opposition, y compris « ouvrière », c'est que le Sahara seul ne peut constituer un Etat suffisamment fort et qu'il serait forcément la proie de l'impérialisme.

Peut-on justifier aussi cyniquement l'annexion marocaine en prétendant cacher que l'impérialisme c'est en l'occurrence Paris et Washington, et que ce sont précisément ces brigands qui supervise l'acte de piraterie maroco-mauritanien ? Mais il y a pire : l'annexion

marocaine renforce en réalité l'impérialisme, et notamment l'impérialisme français dans la région ; en effet, non seulement celui-ci est le principal fournisseur d'armes et d'instructeurs mais encore il va avoir un poids plus grand dans le pillage des richesses minières de la région ; enfin, et surtout, il peut seul garantir à la Mauritanie — garantie qui seule peut expliquer que cette dernière, ait rompu ses bonnes relations avec l'Algérie — qu'elle ne sera pas mangée par le Maroc, qui revendique son territoire, du moment que ce dernier a une frontière commune avec elle, et qui n'a d'ailleurs pas hésité déjà à occuper militairement une partie de la zone revenant à Nouakchott dans le partage. Quant au brigand marocain, il n'a pas de leçons d'impérialisme à recevoir : sur la lancée du succès, l'Istiqlal agit tout haut la revendication du grand Maroc de Ceuta au fleuve Sénégal en passant par Tindouf, où les nomades ont passé et repassé les frontières pour eux inconnues sans savoir qu'un jour on se battrait en leur nom ou contre eux pour s'emparer des richesses qu'ils avaient sous les pieds de leurs chameaux, ce même Tindouf où, il y a douze déjà tenter de régler leurs problèmes intérieurs en marchant sur les ans, Hassan et Ben Bella allaient révolutionnaires.

Peut-on sérieusement penser, si l'on se place du point de vue de l'union des exploités du Maghreb, qu'on peut justifier du côté marocain les violences commises contre le peuple sahraoui, qui attendait les troupes de Hassan avec tellement d'enthousiasme qu'il a fui à leur approche et a déserté les villes où le sinistre Dlimi fait régner la terreur ?

Les partis d'opposition au Maroc ont dans cette épreuve démontré une fois de plus leur incapacité congénitale à lutter contre la monarchie alaouite, une monarchie qui se maintient au prix de massacres incessants d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, qui élève l'assassinat politique à la hauteur d'une formule de gouvernement ; un régime qui repose sur une armée pléthorique de 100.000 hommes pour assurer les bases toujours plus larges d'une corruption inouïe et conserver un servage antédiluvien et des formes négrières d'exploitation capitaliste. Cette armée, secouée par les événements de Skhirat et de Kénitra, traversée par des courants de révolte et d'abattement, avait besoin de devoir un peu de gloire au régime pour se retrouver autour de lui, pour le soutenir encore un peu.

L'art avec lequel Hassan a su lever le drapeau vert de l'Islam et faire briller l'étoile chérifienne pour une entreprise dans laquelle il a si facilement berné Boumediène, peut rehausser l'orgueil du petit-bourgeois marocain, religieux et chauvin, mais les ouvriers ne peuvent attendre de cette même entreprise qu'une oppression plus grande, une armée renforcée avec laquelle Hassan n'hésiterait pas demain à les traiter, eux et les paysans pauvres, comme il traite aujourd'hui les sahraouis. Quant aux dirigeants « ouvriers » qui se sont livrés pieds et poings liés au malik, sous prétexte d'unité nationale, malheur à eux ! Ils ont fait courber l'échine aux exploités pour quelques miettes misérables, et leur récompense, dans la bonne tradition de la monarchie marocaine, sera le coup de pied qu'on donne au larbin...

Le mensonge éhonté de la défense de la Révolution algérienne

Selon le matraquage officiel du clan d'Oujda, de longue date habitué à l'« action psychologique », il s'agirait de défendre le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, et cette noble cause, opposée aux crimes chérifiens, ferait de la guerre contre le Maroc une guerre révolutionnaire de la république socialiste contre la barbarie féodale de la monarchie arriérée.

Il est vraiment étrange de voir Boumediène se préoccuper aujourd'hui avec autant d'énergie de l'autodétermination des peuples, alors qu'il a fait moins de bruit à propos de l'intervention de la France au Tchad ou du massacre des Palestiniens par Hussein. Plus étrange encore est la lutte contre l'arriération monarchiste avec l'intégriste Kadhafi qui défend la monarchie saoudienne contre la république du Yémen du Sud...

Evidemment, la sollicitude du régime d'Alger pour les Sahraouis était moins grande quand il flirtait avec Franco et Hassan pour se partager le gâteau à l'amiable. Que les classes dirigeantes algériennes aient été flouées et voient sans plaisir le Maroc s'installer entre Djelibet et la mer, ce qui met les richesses algériennes à sa merci, c'est une chose, mais qu'on n'essaie pas de nous faire prendre les récents appels à l'Espagne pour un désengagement moins rapide pour le *nec plus ultra* de l'anti-impérialisme, et le brutal amour pour la liberté d'El Ayoun pour la défense de la révolution contre le féodalisme !

Sans doute le brigandage marocain menace-t-il les intérêts égoïstes de la bourgeoisie algérienne et froisse-t-il l'orgueil du clan d'Oujda, mais les prolétaires et les masses exploitées ne peuvent nourrir que le plus profond mépris pour les intérêts qui n'ont rien à voir avec les leurs. En fait, la

question qu'il serait à la rigueur possible de se poser est la suivante : l'expansion marocaine est-elle vraiment une menace pour la principale conquête de la révolution algérienne qu'est la souveraineté nationale ?

Ce point de vue, on aurait pu encore le soutenir avec quelque vraisemblance en 1963, à un moment où l'Etat algérien tout juste naissant aurait pu s'écrouler. Mais tout le monde sait que la guerre de 1963 a puissamment servi à décapiter l'opposition ouvrière dans les villes, à faire rentrer dans le rang une Kabylie turbulente et que, ces objectifs à peine atteints par Ben Bella, l'accord se fit comme par enchantement avec Hassan, entre frères et, comme il sied, devant Allah. Mais aujourd'hui, même les apparences n'existent plus, et ce n'est pas la bataille truquée d'Amgala qui viendra démentir notre analyse.

Ajoutons que, d'un point de vue stratégique, une attaque marocaine ne se ferait pas par Tindouf, car les distances à parcourir pour atteindre le pays utile sont de plus de 1.000 km, et les objectifs que pourrait atteindre une armée ennemie avant d'être stoppée seraient dérisoires. D'ailleurs, historiquement, toutes les guerres qui ont opposé l'Algérie et le Maroc et toutes les invasions ont eu comme axe la ligne Tiemcen-Oujda-Fès, car l'Algérie et le Maroc sont réciproquement très difficiles d'accès par ailleurs.

Et puis, à l'heure du danger marocain, où le régime socialiste algérien masse-t-il ses troupes ? Dans l'Ouest ? Non, dans l'Est, alors que les différends avec la Tunisie sont minimes. La vérité, c'est qu'il y a pour Alger un danger plus grave encore : celui que fait courir la pression explosive de l'Est, des Aurès, du Constantinois et de Kabylie qui, en dehors d'Alger, sont des régions de tradition insurrectionnelle.

L'autre argument qu'avance le gouvernement de Boumediène, c'est qu'il faut défendre le socialisme algérien — socialisme seulement de nom, évidemment — contre l'impérialisme qui veut piller les richesses pétrolières de l'Algérie. Sans doute l'impérialisme fait-il pression sur Alger pour le prix du pétrole, mais le problème du prix du pétrole serait-il un problème aussi crucial pour les classes dominantes algériennes si elles n'attendaient de son niveau élevé la recette miraculeuse les dispensant de faire une révolution agraire radicale, elles qui se contentent de réformes démagogiques nullement susceptibles de tirer aujourd'hui les masses des campagnes de la disette consécutive à la baisse de la production, et tout à fait insuffisante pour fournir aux masses exploitées des villes les produits indispensables, au moment précisément où les métropoles d'Europe renvoient chez eux les prolétaires surexploités et où la misère s'aggrave ?

On comprend facilement que la fermentation populaire ait conduit le régime à une nouvelle campagne chauvine permettant de faire le tri, dans les usines et dans le bled, comme parmi les chômeurs, entre les bons et les mauvais, entre ceux qui crient avec le loup pour avoir une petite miette et ceux qui sont assez dignes pour continuer à combattre.

Notre opposition n'a évidemment rien à voir avec celle d'un Boudiaf pour qui le défaitisme consiste à applaudir aux mensonges de la monarchie marocaine qui feint de trouver la légitimité nationale de

l'annexion du Sahara dans la mobilisation de centaines de milliers de pauvres bougres (mais dans ce cas les pieds-noirs d'Algérie avaient eux aussi une légitimité nationale à défendre !). Elle n'a rien à voir non plus avec celle d'un Mohamed Harbi qui dénonce le « nationalisme » de Boumediène, mais qui, en recherchant à tout prix l'accord avec la démocratie marocaine, lave cette dernière de son crime chauvin et de son incapacité congénitale à lutter contre la monarchie.

Et le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans toute cette affaire ? Il faut dire nettement que ce n'est pas là le point central de l'attitude des communistes, qui doivent subordonner cette revendication à l'union internationale des prolétaires et des exploités. Il est clair que, de ce point de vue, la revendication de l'autodétermination est absolument nécessaire du côté du prolétariat marocain. Mais cela ne vaut pas du côté algérien car nous ne faisons nullement confiance aux classes dirigeantes d'Alger pour défendre les populations sahraouies. La véritable lutte du côté du prolétariat algérien passe par l'aide fraternelle aux ouvriers marocains pour qu'ils combattent le régime de Hassan qui est l'artisan de cette oppression. Et les prolétaires algériens ne pourraient donner cette aide, et renieraient leur tradition révolutionnaire, s'ils ne combattaient le régime soi-disant socialiste d'Alger et toute intervention de leur Etat pour quelques arpents de sable.

Pour l'unité des exploités du Maghreb !

Le Sahara occidental et les immenses richesses de son sous-sol excitent la convoitise des différentes bourgeoisies ainsi que des vieilles classes du Maghreb. Sous le regard intéressé des impérialismes U.S. et surtout FRANÇAIS, elles ont mobilisé toutes leurs troupes, y compris les organisations « ouvrières » qui rampent à leurs pieds (autour du drapeau de l'intérêt national).

La monarchie marocaine a entraîné dans sa politique d'annexion et de brigandage tous les partis d'opposition officiels qui ont fait courber l'échine aux exploités pour quelques miettes misérables. En réalité leur récompense sera, une fois de plus, le coup de pied au cul qu'on donne aux larbins. Les ouvriers et les paysans pauvres du Maroc ne peuvent attendre de cette entreprise qu'une oppression plus grande, une armée plus puissante qui les traitera demain comme elle traite aujourd'hui les Sahraouis. Il est donc clair que pour le prolétariat et les exploités du Maroc la seule perspective de lutte réelle passe par la lutte contre l'oppression marocaine des populations sahraouies et de leur DROIT A LA SEPARATION.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Mais avec l'annexion marocaine du Sahara occidental, c'est l'impérialisme et notamment L'IMPERIALISME FRANÇAIS qui se renforce en fournissant armes et instructeurs et en se préparant à prendre une part plus grande dans le pillage et l'exploitation des richesses et des populations de la région (d'ailleurs la France intervient non seulement par l'intermédiaire du Maroc mais également de la Mauritanie). C'est pourquoi, pour les prolétaires et les révolutionnaires, la solidarité et le soutien actif à l'égard des populations sahraouies, et plus généralement des masses exploitées du Maghreb, est INDISSOCIABLE de la LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ET SON ETAT.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Quant aux dirigeants algériens ils se déclarent subitement pour l'autodétermination des peuples alors que par le passé ils se sont lamentablement tus devant l'intervention impérialiste de la France au Tchad ou devant le massacre des Palestiniens par Hussein de Jordanie (sept. 1970) ! Pire, ils prétendent engager la lutte contre la monarchie réactionnaire de Hassan avec... Kadhafi, farouche défenseur de la monarchie saoudienne. En réalité le brigandage marocain menace les intérêts chauvins de la bourgeoisie algérienne et une mobilisation « patriotique »

vient à point pour faire oublier l'exploitation accrue des prolétaires et paysans pauvres d'Algérie. (D'ailleurs la sollicitude du régime d'Alger pour les Sahraouis était moins grande quand il flirtait avec Franco et Hassan pour se partager le gâteau à l'amiable.) En réalité les masses prolétariennes et exploitées d'Algérie ne peuvent nullement faire confiance à leur bourgeoisie nationale pour défendre les populations sahraouies. C'est pourquoi elles doivent aider leurs frères du Maroc contre le régime et la politique de Hassan. Et les masses opprimées et les révolutionnaires d'Algérie ne peuvent fournir cette aide qu'en combattant le régime soi-disant socialiste d'Alger et toute intervention de leur Etat en luttant pour le **DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE**.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Malgré toute la propagande chauvine dont on les assomme de tous côtés, les prolétaires et les masses exploitées ne peuvent avoir que le plus profond mépris face à toutes les visées de brigandage et de pillage. C'est pourquoi le **DROIT A L'AUTODETERMINATION REELLE** des populations sahraouies passe **INEVITABLEMENT** par l'**UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES ET EXPLOITES DU MAGHREB** dans une lutte résolue contre les classes dominantes du Maghreb et l'impérialisme français.

**A BAS LE BRIGANDAGE ET LE PILLAGE IMPERIALISTE !
NON A L'OPPRESSION DU SAHARA OCCIDENTAL !
POUR L'UNITE DE TOUS LES PROLETAIRES ET EXPLOITES
DU MAGHREB !
VIVE LA SOLIDARITE PROLETARIENNE INTERNATIONALE !**

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages ... 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N° 1 à 42 épuisée 4,00 F
 - N° 45 à 47, 50, 58, 61 7,00 F
 - N° doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 16,00 F
 - N° 58 (192 pages) 5,00 F
 - N° 59, 60, 62, 63 6,00 F
 - N° 64, 65 8,00 F
 - N° 66, 67, 68 8,00 F

- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volume II : du n° 72 au n° 117 (années 1970-71) 30,00 F
 - Volume III : du n° 118 au n° 163 (années 1972-73) 30,00 F
 - Volume IV : du n° 164 au n° 210 (années 1974-75) 35,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 58 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 pages 7,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione - I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna del futuro rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F
- EN LANGUE ALLEMANDE :
 - 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
 - 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 8,00 F
 - 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 8,00 F
 - 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 68 pages 8,00 F
 - 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class 5,00 F
- EN LANGUE ESPAGNOLE :
 - Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza y violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e - Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 I. Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.